

Parti Révolutionnaire

www.sitecommunistes.org



Communistes



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

04/12/2025

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 256 du 04 décembre 2025**

Sommaire

Luttes

Le 2 décembre à Douai avec Jean Paul Delescaut : La justice de classe ne passera pas !

Alerte sur la santé des équipementiers automobiles en Normandie

Face aux menaces au sujet de leurs budgets et leur fonctionnement, les représentants CGT des agences de l'État se mobilisent

2.000 manifestants à Commeny afin de protester contre la fermeture d'Erasteel

La clinique mutualiste de Grenoble placée en redressement judiciaire

Black Friday : grève à la FNAC

Air Liquide : 1939 suppressions d'emplois depuis 2023

Auchan/Intermarché : une "nouvelle manœuvre de casse sociale"

Économie

Hewlett Packard: suppression de 4 à 6.000 emplois

Croissance record des industries de défense

Désindustrialisation : confirmation de la montée des fermetures de sites

Liaison ferroviaire Bordeaux–Lyon via Paris

La politique de Trump est bien au service du capital !

Solidarité internationaliste

Martinique : La CGT-Martinique organise la grève à la Sara

Le Parti Communiste de Grèce (KKE) salue le soulèvement populaire des agriculteurs et condamne la répression gouvernementale

Déclaration de solidarité de la FSM avec la grève en Italie

FSM : Solidarité avec le Venezuela

Luttes

Le 2 décembre à Douai avec Jean-Paul Delescaut : La justice de classe ne passera pas !

Le 2 décembre, se tenait à Douai, le procès en appel de Jean-Paul Delescaut secrétaire général de l'UD-CGT du Nord. Condamné en première instance à un an de prison avec sursis pour : "Apologie du terrorisme". Ainsi pour avoir dit que le 7 octobre 2023 était une réponse à 75 ans de colonisation, de brimades, d'apartheid, de meurtres et de mutilations, l'Union Départementale CGT du Nord a été poursuivie en justice à travers son secrétaire-général, notre camarade Jean-Paul qui est accusé "d'apologie du terrorisme". Ce concept est l'instrument principal de la répression d'État organisée depuis plus de deux ans contre les anticolonialistes, depuis une circulaire liberticide de l'ex-ministre de la "Justice", Dupont-Moretti.

C'est ainsi que Jean-Paul Delescaut a été condamné en première instance à un an de prison avec sursis. IL n'est pas le seul, ainsi, le militant de la solidarité avec la Palestine, Yamin, passe en procès à Lyon le 10 décembre et Alex, militant de la Campagne Unitaire Pour la Libération de Georges Ibrahim Abdallah, le 13 janvier à Paris. La FSE (Fédération Syndicale Etudiante) est dans le collimateur depuis son meeting anti-impérialiste du 15 octobre dernier. La répression bat son plein, il faut museler les antisionistes, les anticolonialistes.

Le Parti Révolutionnaire Communistes assure de toute sa solidarité Jean-Paul Delescaut, l'UD CGT du Nord, et tous les camarades poursuivis pour avoir défendu la lutte de libération nationale de la Palestine. Force à eux !

Comme le dit Georges Abdallah : « *Notre camp est en train de gagner* » et le Parti Révolutionnaire Communistes soutiendra leur lutte par tous les moyens jusqu'à leur victoire.

Ce soutien sans faille aux militants de la cause palestinienne, nous l'avons encore assuré par la présence d'une délégation de notre Parti Révolutionnaire Communistes devant le tribunal de Douai le 2 décembre avec les centaines de militants venus soutenir Jean-Paul. Le jugement a été mis en délibéré et sera prononcé en février par la cour d'appel. Il n'est donc pas question de baisser les bras. Plus que jamais, nous devons faire face à la répression qui s'abat sur les militants de la cause palestinienne.

Alerte sur la santé des équipementiers automobiles en Normandie

A l'appel de la CGT vendredi 28 novembre, devant l'Union des Industries des Métiers de la Métallurgie du Calvados à Caen, des salariés se sont rassemblés dans l'objectif d'alerter sur la santé de l'industrie métallurgique en Normandie, et des équipementiers automobiles. Selon la CGT le secteur automobile et des sous-traitants en particulier en Normandie, va mal, c'est la raison de la manifestation du 28 novembre à Caen devant le siège de l'UIMM du Calvados afin d'alerter sur cette situation difficile. En juin, l'entreprise Sefop, qui fabriquait de l'outillage pour la construction automobile, a mis la clé sous la porte : 13 salariés licenciés. Ce sera au tour de Bosch et ses 413 salariés de fermer définitivement en juin 2026.

Face aux menaces sur leurs budgets et leur fonctionnement, les représentants CGT des agences de l'État se mobilisent

Réunis en assemblée générale à Paris, mercredi 26 novembre 2025, les représentants CGT d'une quinzaine d'opérateurs publics (Ademe, Anah, ANCT, OFB, Muséum d'histoire naturelle, IGN, OFB, Institut Paris région, CAUE...) ont décidé "de travailler en collectif" pour lutter contre les réductions de budget et d'effectifs touchant leurs structures ainsi que les menaces pesant sur leurs missions. Ils ont ainsi adopté plusieurs motions dont une appelant à une grève conjointe à partir de janvier 2026 et une campagne de communication auprès des élus et des parlementaires.

Dans le contexte d'"agences bashing", les représentants syndicaux CGT d'une quinzaine de structures ont décidé de réagir en convoquant, mercredi 26 novembre 2025, une assemblée générale "des agences et opérateurs de l'État en lutte", à la Bourse du travail à Paris. A travers leurs témoignages successifs, ils entendent mettre en évidence la concordance "des attaques" contre leurs établissements depuis quelques mois. Attaques venues des parlementaires – notamment de la part de la commission d'enquête sur les missions des agences menée par le Sénat au printemps dernier mais aussi de différentes propositions de loi dans les deux chambres –, de la ministre des Comptes publics annonçant, en avril dernier, "proposer de fusionner ou supprimer un tiers des agences et opérateurs de l'État" – ou des lobbies.

Dressant des parallèles avec la politique menée par Donald Trump aux États-Unis, les représentants CGT veulent "reprendre l'offensive" et dénoncent les coupes budgétaires, leurs conséquences sur l'emploi au sein des agences et les "menaces sur leurs missions et leurs métiers". "Il est temps de remettre l'intérêt général au cœur des politiques publiques", celui-ci ne "pouvant plus être la variable d'ajustement" en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'environnement, de cohésion sociale ou bien de santé, estiment-ils encore, soulignant également la crainte d'une perte d'indépendance dans leurs missions avec le renforcement de l'autorité des préfets sur leurs structures.

Dans les huit motions adoptées lors de cette réunion, ils "exige[nt] des moyens supplémentaires pour [leur]s missions et [leur]s salariés et salariées", refusant "l'austérité et [le] budget 2026", qui affiche des dotations en baisse pour la plupart des opérateurs, "notamment les agences environnementales et sanitaires mais également ceux qui les financent : collectivités, opérateurs de l'État, fonds divers..." Réduction des effectifs de 30 équivalents temps plein à l'ANCT (sur 345 agents environ), de 17 ETP à l'IGN ("ceci ajouté aux non-renouvellements de contrats et des départs en retraite non remplacés") et de 16 ETP à l'OFB après 25 suppressions en 2025, baisse de 40 % du budget de l'ADEME par rapport à 2025 accompagnée de la suppression de 17 emplois... Tour à tour, les représentants CGT présents ont témoigné de la situation de leur établissement aux statuts et aux missions variés.

2.000 manifestants à Commentry (Allier) pour protester contre la fermeture d'Erasteel

Le 2 décembre dans le cadre de la journée d'action, une nouvelle manifestation a eu lieu à Commentry pour protester contre le projet de 190 suppressions de postes à Erasteel. La manifestation est partie un peu après-midi du champ de foire de la commune, derrière une banderole "La Forge doit vivre". Les salariés d'Erasteel, en tenue de travail, combinaison orange et casque sur la tête, étaient présents bien en évidence dans le défilé. Sur une pancarte: "Ce qu'on fait ici, personne ne le fait" référence aux aciers rapides fabriqués sur le site de Commentry,

La clinique mutualiste de Grenoble placée en redressement judiciaire

Les administrateurs provisoires en avaient fait la demande auprès du tribunal de Grenoble celui-ci a rendu sa décision ce lundi 1^{er} décembre. Le placement en redressement judiciaire permet le gel des dettes et la préservation des emplois. Une période d'observation s'ouvre pour 6 mois. Ce n'est pas la première structure mutualiste se trouvant en situation difficile, mettant en évidence la crise profonde qui frappe le secteur de la santé.

Black Friday : grève à la FNAC

Les salariés des magasins FNAC de toute la France étaient appelés à la grève ce week-end de Black Friday, l'un des plus importants avant les fêtes de fin d'année. A Nice, Cannes, Lyon et Marseille la mobilisation pourrait être suivie, pour défendre les salaires et un cœur de métier malmené.

Un des motifs de colère concerne les salaires des employés des magasins culturels, au sein du groupe Fnac-Darty. Selon l'intersyndicale CGT-Sud, l'été dernier, la direction aurait décidé de *"ne plus appliquer automatiquement les hausses des minimas des salaires de la Convention Collective de branche à nos salaires minimas FNAC à partir du 1er janvier 2026"*. De nombreux salariés dont le salaire de base se situait sous ces minimums conventionnels de la branche vont voir leur rémunération baisser, puisqu'une part de rémunération variable comme des primes, servira désormais à atteindre le salaire minimum, au lieu d'être un supplément.

Air Liquide : 1939 suppressions d'emplois depuis 2023

En 2022 Air Liquide a introduit son plan stratégique du saccage de l'emploi "ADVANCE", marquant une accélération de sa financiarisation. Derrière ce plan, l'ambition non avouée est claire : reconquérir le titre de numéro un mondial des gaz industriels et médicaux, détenu par Linde suite à sa fusion avec Praxair en 2019. En vue de servir cet objectif "ambitieux" dont les seuls bénéficiaires seront les cadres dirigeants et les actionnaires institutionnels, le groupe se réorganise en profondeur, simplifiant sa structure et sélectionnant uniquement les activités dégagant la meilleure rentabilité. Les conséquences sont notables puisque depuis cette date, les plans de suppressions d'emplois dans le groupe n'ont jamais été aussi nombreux:.

Si Air Liquide réduit les effectifs, les profits capitalistes eux augmentent

En 2023, le groupe Air Liquide a bénéficié de près de 200 millions d'aides publiques françaises, sans compter celles en provenance de l'Union Européenne.

En 2024, le groupe Air Liquide a affiché des résultats financiers exceptionnels avec une année marquée par une amélioration record de sa marge opérationnelle :

- CA groupe : 27.058 millions d'euros (+2,6 % en en comparaison à 2023),
- Résultat opérationnel courant : 5.391 millions d'euros (+10,7 % par rapport à 2023),
- Résultat net récurrent : 3 306 millions d'euros (+7,4 % par rapport à 2023),
- 59 % du résultat net soit 1 950 millions d'euros a été distribué en dividendes, principalement au monde de la finance.

En informant les salariés, la FNIC-CGT entend s'opposer à ces plans et refuse d'accompagner la direction pour leur réalisation. En clair, se placer sur le terrain de classe !

Auchan/Intermarché : une "nouvelle manœuvre de casse sociale"

Lors de la réunion du Comité Social et Économique Central, tenue le mardi 25 novembre, la direction a dévoilé un projet consistant à placer 302 supermarchés en franchise sous la bannière Intermarché. Cette annonce, surprise et brutale, intervient après l'annulation du Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) et traduit une nouvelle manœuvre visant à se séparer de milliers de travailleurs.

Selon la Fédération CGT du Commerce : " Contrairement au discours officiel évoquant une prétendue baisse des prix ou une adaptation au marché, cette décision est uniquement motivée par une logique financière : gagner des parts de marché, accroître la rentabilité et satisfaire les intérêts des actionnaires, au détriment des travailleurs.

Cette décision unilatérale aura des conséquences dramatiques : dégradation des conditions de travail, perte de repères professionnels, pression psychologique accrue, précarisation de milliers de familles.

La CGT "appelle l'ensemble des travailleurs d'Auchan à la mobilisation et à la grève afin de s'opposer à ce projet destructeur."

Économie

Hewlett Packard: suppression de 4 à 6.000 emplois

Hewlett Packard (HP) a annoncé un grand plan de suppression d'emplois de 4000 à 6000 emplois (dans le monde) pour un effectif de 58000 salariés dans un plan à l'horizon 2028. Il s'agit d'économiser 1 milliard de dollars brut par an pour des coûts de restructuration annoncés de 650 millions de dollars (« gain net » = 2,3

milliards de dollars). Les emplois visés se concentrent dans les fonctions support (opérations internes, support client en particulier).et développement produit.

Dans le même temps, la Direction de HP affirme vouloir améliorer la satisfaction client (en réduisant donc le nombre d'interlocuteurs pour les clients), stimuler l'innovation produit (en réduisant donc les équipes de développement produit) et accroître la productivité, conséquence mécanique de la suppression des postes « tertiaire » (qui coûtent et ne rapportent rien en termes de monnaie sonnante et trébuchante).

Les patrons de HP comptent sur l'intelligence artificielle (IA) pour accomplir les missions des salariés remerciés ou non remplacés et c'est une première « historique » : une réduction d'effectifs liés à un usage plus intensif de l'IA. Il n'est pas impossible qu'ils aient utilisé cet outil de manière à concocter leur plan d'une triste banalité. Nous ignorons si l'IA a souligné son propre conflit d'intérêt dans cette affaire !

Plus sérieusement, dans l'arsenal des justifications à supprimer les postes de travail afin d'augmenter la « rentabilité » des entreprises, l'IA fait ainsi une entrée... pas si fracassante que cela : l'annonce de HP a été suivie par la baisse de sa cotation en Bourse. 6000 postes supprimés ? Sans doute le Capital attend davantage de l'IA !

Croissance record des industries de défense

Selon l'Association Européenne des Industries Aérospatiales et de défense¹, les industries de défense en Europe enregistrent en 2024 une croissance record de 13,8% pour un chiffre d'affaire de 184 milliards d'euros. C'est la quatrième année consécutive de hausse. Au plan européen plus de 4.000 entreprises sont concernées employant près de 640.000 salariés. Si l'on observe les ventes des entreprises de défense situées dans le Top 10 en Europe en 2024, on obtient le classement suivant :

- BAE systems (UK) ; 32 milliards de dollars + 17%
- Thales (France) 16 milliards \$ +50%
- Leonardo (Italie) 14 milliards \$ +11%
- Airbus Defense and Space (France) 13 milliards \$ -1,5%
- RheinMetallAG (Allemagne) 8 milliards \$ +50%
- Rolls-Royce (UK) 6 milliards \$ +12,5%
- Saab AL (Suède) 5,5 milliards \$ +21%
- MBDA (France) 5 milliards \$ + 9%
- Safran (France) 5 milliards \$ +17%
- Naval Group (France) 5 milliards \$ + 3,5%

Cette hausse continue est liée à la course aux armements que développent les puissances capitalistes au sein du système impérialiste. Ces résultats, s'ils permettent de dégager des profits importants et la mise en mouvement de nouveaux capitaux, appuyés par des aides des États, il serait faux de considérer que ces activités sont de nature à appuyer une réindustrialisation et à apporter des solutions durables à la crise du capitalisme. Au contraire, les capitaux engagés privent les activités productives socialement utiles des moyens de se développer. Les besoins dans l'industrie d'armement exercent une pression forte concernant les salariés en terme de salaire et de protection sociale qu'ils concurrencent. Plus, si la perspective de guerre en faveur d'un repartage des zones d'influences des puissances capitalistes dans le monde, est au bout des politiques de réarmement, la perspective de guerre, porteuse de destruction de capital, peut ouvrir une nouvelle période de développement pour le capitalisme au prix de millions de morts et d'immenses destructions comme ce fut le cas lors des deux dernières guerres mondiales. Face à cela, seule la lutte de classe pour en finir avec le système criminel qu'est le capitalisme est de nature à éviter le désastre qu'engendre la crise du système capitaliste et les affrontements de plus en plus violent que nous observons au sein de l'impérialisme.

Désindustrialisation : confirmation de la montée des fermetures de sites

Le Baromètre Industriel de l'État² publie régulièrement les ouvertures et les fermetures de site. Au premier semestre, ce baromètre indique qu'il y a eu deux fois plus de fermetures (88) que d'ouvertures (44). La Direction Générale des Entreprises estime que cette tendance va se poursuivre, en même temps que la baisse des investissements étrangers en France. Ces données confirment les remontées de terrain de nos correspondants. Plus que jamais la réindustrialisation est un enjeu de classe, c'est la raison de l'attention que lui porte notre Parti révolutionnaire Communistes en organisant un débat national qui prendra la forme d'initiatives régionales et d'un débat national à Paris le 21 mars 2026.

Liaison ferroviaire Bordeaux–Lyon via Paris

Cette liaison, proposé par la SNCF, fait l'objet d'une critique de la CGT cheminots.

Concernant la CGT, cette proposition signe l'abandon définitif des deux lignes historiques : Limoges–Montluçon et Brive–Tulle–Clermont-Ferrand, pourtant essentielles durant des décennies pour les usagers, travailleurs,

étudiants et touristes traversant l'axe est-ouest du Massif central. Aujourd'hui, l'une est fermée, l'autre largement sous-utilisée, avec *"trains supprimés, dessertes réduites à portion congrue, infrastructures laissées à l'abandon, gares fermées"*.

Le syndicat dénonce une *"insulte pour les usagers"*, considérant que le détour par Paris ne répond qu'à un intérêt économique, en concurrence avec l'avion entre deux métropoles, mais au détriment des territoires ruraux et des villes moyennes de la région. Résultat, selon la CGT : des zones entières sont laissées à l'isolement, sans alternative autre que la voiture.

Face à cette situation, l'organisation appelle à une mobilisation générale revendiquant la réouverture des deux axes, intégrée dans la Convention des Trains d'Équilibre du Territoire. Elle formule quatre exigences : la réouverture immédiate des lignes avec des Intercités fréquents et accessibles, le réinvestissement de l'État dans la modernisation des infrastructures et du matériel, l'arrêt de la *"logique low cost et de concurrence"*, et l'exploitation confiée exclusivement à la SNCF pour garantir *"un haut niveau de maîtrise"*.

"Le Massif central n'est pas un désert, c'est un territoire vivant qui a droit à son train", conclut la CGT, rappelant que ses habitants *"ne sont pas des citoyens de seconde zone"*.

La politique de Trump est bien au service du capital !

Les éléments statistiques montrent que la politique économique menée par le pouvoir aux États-Unis profite largement aux couches sociales des plus hauts revenus tandis qu'à l'autre bout de l'échelle, ce sont les catégories sociales ayant le moins de revenu qui payent le prix des taxes douanières et ont de plus en plus de difficultés à s'en sortir. Le journal *Les Échos*³ rapporte ainsi l'appréciation de Dario Perkins, chef économiste du cabinet *TS Lombard* (Londres) : *"Les plus aisés profitent d'une croissance économique fulgurante, tandis que les plus démunis affrontent une récession."* Des économistes font aussi observer que l'économie américaine repose sur des investissements dans les data center et l'IA, tandis que le reste de l'économie est en berne.

Solidarité Internationaliste

Martinique : La CGT-Martinique organise la grève à la Sara

Le 28 novembre, aucun camion n'est rentré dans l'entreprise SARA (Société Anonyme de raffinerie des Antilles) à la suite d'un piquet de grève organisé par la CGT Martinique. Selon le secrétaire du syndicat : *"La Sara est bloquée pour aujourd'hui. Pour l'instant c'est juste pour aujourd'hui et j'espère vraiment que la direction reviendra sur la table pour échanger avec nous. Sachant que les points que nous demandons sont sur la sécurité, les conditions de travail et le respect pour les salaires. Pas d'augmentation, juste que l'avenir soit pérenne."*

En milieu de matinée, la direction de la Sara a annoncé une rencontre avec le syndicat CGTM à 11h30 ce vendredi 28 novembre. L'annonce de cette grève et la menace de blocage de la raffinerie avaient provoqué de nombreux embouteillages aux stations service de l'île le 27 novembre.

Le Parti Communiste de Grèce (KKE) salue le soulèvement populaire des agriculteurs et condamne la répression gouvernementale.

Le dimanche 30 novembre, des agriculteurs grecs ont bloqué les principaux axes routiers avec des tracteurs et autres machines agricoles. Le gouvernement a réagi par la répression, utilisant des produits chimiques, des forces anti-émeutes et procédant à des arrestations pour réprimer la mobilisation. Ces efforts se sont avérés vains face à la participation massive, la détermination et la désobéissance civile organisée des agriculteurs. Les agriculteurs se battent pour leur avenir, afin d'éviter leur disparition et pouvoir vivre dignement de leur travail dans leurs villages. Ils réclament un soutien face à la baisse de leurs revenus, conséquence des politiques menées par tous les gouvernements, ayant systématiquement servi les intérêts des entreprises et appliqué les directives de la Politique agricole commune (PAC) de l'UE. Ces politiques, conçues pour servir les intérêts d'une poignée d'exploiteurs du travail des agriculteurs, ont fait exploser les coûts de production, exposant les agriculteurs aux aléas climatiques et aux maladies sans compensation intégrale concernant les récoltes détruites, maintenant les prix des produits à un niveau bas et les privant d'une vie digne, les plongeant dans la pauvreté et le dénuement. Les éleveurs se sont également joints aux mobilisations, car ils subissent des pertes considérables dues à l'épidémie de variole ovine et caprine et se trouvent dans une situation désespérée à cause des politiques criminelles de l'État bourgeois qui, en appliquant les dispositions de la PAC européenne, ordonne l'abattage des animaux infectés. Plus de 400 000 moutons et chèvres ont déjà été tués. De plus, l'État refuse de vacciner les troupeaux, non pas pour des raisons scientifiques, mais afin de protéger les intérêts d'une poignée de monopoles exportant du fromage feta grec, dont la rentabilité pourrait être compromise si d'autres pays imposaient des restrictions sur les importations de feta après la vaccination. Le KKE, et de nombreux syndicats, soutiennent la juste lutte des agriculteurs et des éleveurs.

Déclaration de solidarité de la FSM avec la grève en Italie

La Fédération syndicale mondiale, porte-parole militante de plus de 105 millions de travailleurs et travailleuses qui vivent, travaillent et luttent dans 134 pays sur les 5 continents, exprime sa solidarité indéfectible avec la classe ouvrière italienne et la grève générale qui aura lieu les 28 et 29 novembre 2025 sous le slogan : « Dites NON à la loi de finances du gouvernement Meloni – Solidarité avec le peuple palestinien et stop au génocide ! » La grève générale est la réaction consciente et digne des classes populaires italiennes contre l'économie de guerre et les préparatifs qui réduisent les ressources allouées à la santé, à l'éducation et aux services publics, et aggravent la précarité de l'emploi, portant atteinte aux intérêts des travailleurs, des retraités, des étudiants et des chômeurs. Le mouvement syndical international de classe lutte en faveur de la paix et la fin immédiate de toutes les guerres et de toute intervention impérialiste. Les affiliés de la FSM, les syndicats militants du monde entier, luttent pour une société où la richesse des producteurs revienne à ceux qui la produisent par leur travail et leurs efforts. Nous nous joignons aux travailleurs en grève et à leurs justes revendications : augmentation des salaires, emploi stable et permanent, conditions de vie et de travail dignes.

FSM : Solidarité avec le Venezuela

La Fédération syndicale mondiale dénonce la dangereuse escalade de l'impérialisme américain et de ses alliés contre le peuple souverain du Venezuela. L'opération militaire annoncée « Fer de lance du Sud » et le déploiement de forces américaines dans les Caraïbes ne sont que la répétition d'un schéma bien connu de prétextes et de provocations. La prétendue « lutte contre le trafic de drogue » n'est qu'un prétexte pour masquer les véritables objectifs : le contrôle des immenses richesses minières et énergétiques du Venezuela, l'imposition d'une domination impérialiste dans la région et l'intimidation de ses populations. Les monopoles américains cherchent à imposer leurs intérêts par la menace, la guerre économique, les blocus et la force militaire. Ces plans mettent en péril la paix, violent la souveraineté du Venezuela et menacent la stabilité de l'Amérique latine dans son ensemble. La FSM proclame clairement : Touche pas au Venezuela ! Chaque peuple a le droit inaliénable de déterminer librement et démocratiquement son propre avenir, sans ingérence, pression ni intervention étrangère. Nous exprimons notre indéfectible solidarité de classe avec la classe ouvrière et le peuple vénézuélien, qui, une énième fois, font face à l'agression impérialiste avec dignité et courage. La FSM appelle tous les syndicats et les forces progressistes à intensifier la lutte contre les plans de guerre de l'impérialisme, dénoncer les véritables motivations de ses interventions et faire entendre la voix de la solidarité internationaliste avec les peuples d'Amérique latine. Solidarité avec le Venezuela — Non aux interventions impérialistes

[1 https://www.asd-europe.org/](https://www.asd-europe.org/)

[2 https://www.entreprises.gouv.fr/files/files/Publications/2025/Etudes/202503-barometre-industriel-etat.pdf](https://www.entreprises.gouv.fr/files/files/Publications/2025/Etudes/202503-barometre-industriel-etat.pdf)

[3 Les Échos](#), mercredi 03 décembre 2025.

Brochure :

"Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à :

Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif adresse mail

Pour nous aider à diffuser notre brochure et le résumé ecosoc, vous pouvez faire un don en adressant un chèque libellé à l'ordre du : Parti Révolutionnaire Communistes à l'adresse ; Parti révolutionnaire Communistes, 24 boulevard Saint Martin 75003 Paris

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

Devenez correspondant du résumé Ecosoc.

Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service